

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20230120-2111A-DE-1-1
Date de télétransmission : 20/01/2023
Date de réception préfecture : 20/01/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 20 JANVIER 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK.

Excusé : Madame ROSSIGNOL.

Convention cadre opérationnelle ORT LIBERCOURT

Direction du territoire de Henin-Carvin
Rapporteur : M. HAËM Pierre

Créée par la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018, l'ORT est un outil nouveau à disposition des collectivités locales pour porter et mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbains, économiques et sociaux, pour lutter prioritairement contre la dévitalisation des centres villes. (Articles L303-1 et L303-2 du Code de la construction et de l'habitation)

L'ORT vise une requalification d'ensemble d'un centre-ville dont elle facilite la rénovation du parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux, et plus globalement le tissu urbain, pour créer un cadre de vie attractif propice au développement à long terme du territoire.

L'ORT se matérialise par une convention signée entre l'intercommunalité, la commune concernée, l'État et ses établissements publics ainsi que des partenaires locaux en ce compris les bailleurs sociaux qui le souhaitent. Toute personne publique ou privée susceptible d'apporter son soutien ou de prendre part à des opérations prévues par le

contrat peut également le signer.

Pas-de-Calais habitat qui dispose de 262 logements sur la commune de LIBERCOURT, dont 98 logements collectifs et 164 logements individuels dont 40 logements de type béguinage a tout intérêt à apporter son soutien et à prendre part aux opérations prévues dans le cadre de l'ORT de la commune de LIBERCOURT.

Une fois le projet de territoire défini par les collectivités en lien avec l'État et les partenaires, la convention d'ORT confère de nouveaux cadres juridiques et fiscaux, notamment pour :

- renforcer l'attractivité commerciale en centre-ville grâce à la mise en place d'une dispense d'autorisation d'exploitation commerciale et la possibilité de suspension au cas par cas de projets commerciaux périphériques ;
- favoriser la réhabilitation de l'habitat par l'accès prioritaire aux aides de l'Anah et l'éligibilité au dispositif "Denormandie" dans l'ancien ;
- faciliter les projets à travers des dispositifs expérimentaux comme le permis d'innover ou le permis d'aménager multi-sites ;
- mieux maîtriser le foncier, notamment par le renforcement du droit de préemption urbain et du droit de préemption dans les locaux artisanaux.

La convention cadre ORT est un document contractuel dans lequel les éléments suivants figurent :

- la durée, une période minimale de cinq ans est recommandée ;
- le secteur géographique d'intervention ;
- le contenu et le calendrier des actions prévues, sachant qu'une ORT comprend nécessairement des actions d'amélioration de l'habitat ;
- le plan de financement des actions prévues et leur répartition dans des secteurs d'intervention délimités ;
- un comité de pilotage local associant l'ensemble des partenaires concernés.

Ici la convention cadre opérationnelle envisagée sera enrichie par voie d'avenants pour prendre en compte par exemple d'éventuels diagnostics supplémentaires, de nouveaux éléments de stratégie permettant de consolider le projet urbain, des projets structurants et notamment des projets d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain ; économique et commercial des nouveaux secteurs d'intervention et de nouvelles actions matures.

Pas-de-Calais habitat, afin de se positionner en partenaire de cette convention cadre opérationnelle, a déjà réfléchi à différentes pistes d'actions à mettre en œuvre dans le cadre de cet ORT sur la commune de LIBERCOURT, et selon les différents axes précisés dans la convention cadre opérationnelle (Annexe 1).

Pas-de-Calais habitat inscrira son intervention dans le respect des délibérations prises par son Conseil d'administration :

- en date du 26 mars 2021 relative à son Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)
- en date du 23 septembre 2022 relative à son Plan à Moyen Terme (PMT) sur la période 2022 à 2024

Les orientations stratégiques de la convention cadre opérationnelle sont déclinées en 5 axes :

Axe 1 : Engager la reconquête de l'habitat pour développer une offre attractive en centre-ville

Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Axe 3 : Valoriser les formes urbaines, les patrimoines et le cadre de vie

Axe 4 : Favoriser le bien vivre en centre-ville et conforter les services au public

Axe 5 : Qualifier le cadre de vie en engageant la transition énergétique et en renouvelant les mobilités

L'Office participe à la mixité sociale, résidentielle et intergénérationnelle notamment par son béguinage de 40 logements situé en cœur de ville avec le projet de construire une salle de convivialité dans laquelle il sera possible de développer en partenariat avec la collectivité des ateliers intergénérationnels (Axe 1).

L'Office participe également à la lutte contre la précarité énergétique des logements par le biais de la récente réhabilitation des bâtiments Mozart, Bizet, Chopin et Ravel. Ces bâtiments ont fait l'objet d'une isolation thermique par l'extérieur et d'un changement de menuiseries (double vitrage) associé à une ventilation double flux (Axe 1).

Par l'extension des dispositifs de vidéo protection sur ces mêmes bâtiments, Pas-de-Calais habitat contribue à assurer la sécurité des biens et des personnes et ainsi s'inscrit dans une volonté de favoriser le bien vivre en centre-ville (Axe 3 et 4).

La commune de Libercourt a récemment adopté une charte paysagère pour réaffirmer les continuités paysagères sur tout le territoire communal. Pas-de-Calais habitat soucieux de cette thématique s'engage actuellement dans le développement de la connaissance de son patrimoine végétal. L'Office contribuera ainsi à la valorisation du cadre de vie de ses résidences sur la commune, notamment sur les bâtiments Mozart, Bizet, Chopin et Ravel (Axe 3).

Sur la durée de la convention, Pas-de-Calais habitat s'engage à étudier toute possibilité de participation aux actions qui entreraient dans son champ de compétence, et, ainsi se positionner en tant que facilitateur pour l'exécution des différents axes de la convention cadre opérationnelle.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent Pas-de-Calais habitat à être partenaire de la convention cadre opérationnelle petites villes de demain valant opération de revitalisation de territoire (ORT) pour la ville de LIBERCOURT,
- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention cadre opérationnelle petites villes de demain valant opération de revitalisation de territoire (ORT) pour la ville de LIBERCOURT dans le respect des délibérations prises par son Conseil d'administration en date du 26 mars 2021 relative à son Plan Stratégique de Patrimoine (PSP) et du 23 septembre 2022 relative à son Plan à Moyen Terme (PMT) sur la période 2022 à 2024 et à la signer.

Décision adoptée à l'unanimité

ANNEXE 1



CONVENTION CADRE OPERATIONNELLE PETITES VILLES DE DEMAIN VALANT OPERATION DE REVITALISATION DE TERRITOIRE (O.R.T)

Pour la Commune de Libercourt

ENTRE

- La Communauté d'Agglomération Hénin Carvin, représentée par son Président, Monsieur Christophe PILCH
- La Commune de Libercourt, représentée par son Maire, Monsieur Daniel MACIEJASZ

ci-après les « collectivités bénéficiaires » ;

d'une part ;

ET

- L'Etat représenté par le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lens, Monsieur Jean-François RAFFY,
- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lens, Monsieur Jean-François RAFFY,
- La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par sa Directrice Régionale, Madame Sandrine BONNOT



AINSI QUE

- L'Etablissement Public Foncier des Hauts-de-France représenté par Madame Catherine BARDY, Directrice Générale
- Artois Mobilités représenté par Monsieur Laurent DUPORGE, Président
- Pas-de-Calais habitat représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général
- SIA Habitat représenté par Marie CORNILLON, Directrice Générale Adjointe

ci-après, « autre partenaire local »

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre des Opérations de Revitalisation du Territoire (ORT) créées par l'article 157 de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi Elan, du 23 novembre 2018. Ce nouvel outil à disposition des collectivités locales permet de porter et de mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbain, économique et social, pour lutter prioritairement contre la dévitalisation des centres-villes. Il intègre donc des actions pluri thématiques dont la mise en œuvre doit être coordonnée et formalisée à l'échelle intercommunale dans le cadre d'une convention cadre socle et par une déclinaison des priorités d'actions au sein de conventions opérationnelles et d'annexes reprenant le projet communal ainsi que tout élément favorisant l'action publique.

L'ORT a pour objectifs, dans une logique transversale d'attractivité, de renouveler et préserver le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux, ainsi que le tissu urbain du centre-ville de la commune. Elle doit permettre de lutter contre la vacance et l'habitat indigne, de réhabiliter l'immobilier et les friches et de valoriser les espaces publics et le patrimoine bâti.

Pour assurer la mise en œuvre de l'Opération de Revitalisation de Territoire et de la stratégie communale, la présente convention d'Opération de Revitalisation de Territoire est pilotée à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin (CAHC) et mise en œuvre à l'échelle communale.

Des secteurs d'intervention spécifiques seront mobilisables, définis à l'échelle communale et s'appuyant notamment sur les périmètres d'intervention thématiques. Ainsi, la définition des secteurs d'interventions repose sur une cohérence d'action et de stratégie à l'échelle communale.

En effet, la commune de Libercourt, concernée par la présente convention jouit d'un statut particulier au regard de cette dernière au titre de sa labellisation Petite Ville de Demain. La commune est par ailleurs concernée par une étude pré-opérationnelle à la mise en place d'un périmètre OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain).

Article 1 - Objet de la convention cadre

Objet de la convention

La commune de Libercourt a souhaité s'engager dans le programme Petites villes de demain, selon les termes de la convention d'adhésion en date du 23 juillet 2021.

La présente convention a pour objet de décrire les modalités de mise en œuvre de l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) de la **Commune de Libercourt**. Elle présente le projet de revitalisation du centre-ville de Libercourt, en délimitant le périmètre des secteurs d'intervention.

Les parties s'entendent également à partager les enjeux stratégiques et leur mise en œuvre opérationnelle à l'échelle du territoire communal. Ceux-ci seront en cohérence et complémentaires à la convention cadre socle à l'échelle intercommunale.

La présente convention est reconnue comme valant opération de revitalisation de territoire au sens de l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitation [et opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) au sens de l'article L.303-1 du Code de la construction et de l'habitation.]

Durée de la convention

La convention-cadre opérationnelle est conclue pour une durée de 5 ans. Elle pourra être prorogée après accord des parties. Elle prend effet à la signature de l'ensemble des contractants.

Cette convention pourra être enrichie par voie d'avenants pour prendre en compte par exemple d'éventuels diagnostics supplémentaires, de nouveaux éléments de stratégie permettant de consolider le projet urbain, des projets structurants et notamment des projets d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain ; économique et commercial des nouveaux secteurs d'intervention et de nouvelles actions matures.

Engagements :

A la date de signature de la présente convention-cadre opérationnelle, **la ville de Libercourt** souhaite s'engager dans le dispositif au **côté de la CAHC**.

Les parties s'engagent à être signataires de la convention opérationnelle, via une délibération de la Commune à posteriori de son adoption par la CAHC pendant le second semestre 2022.

La convention-cadre opérationnelle est signée avec l'Etat au cours du premier semestre 2023.

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre de l'ORT et la réalisation des actions inscrites à la présente convention.

En particulier : **L'Etat** désigne son représentant dans l'arrondissement de Lens pour animer le réseau de ses propres services, afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre efficace de l'ORT, en phase d'initialisation comme en phase de déploiement ;

Les collectivités, soit la ville signataire et l'EPCI, s'engagent :

A mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace de l'ORT, en phase d'initialisation comme de déploiement ;

A ne pas engager de projets qui contrediraient la convention ORT et ses orientations ;

Les partenaires financiers s'engagent à :

- Instruire dans les meilleurs délais les propositions de projet et d'actions qui seront soumises par les maîtres d'ouvrages ;
- Mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées.

Les moyens évoqués ci-dessus ne constituent pas des engagements qui dépendent exclusivement des procédures et instances propre à chaque partenaire signataire.

Article 2 – Les ambitions du territoire

Projet de territoire de la CAHC :

Le projet de territoire de la CAHC a été repris dans la convention cadre d'opération de revitalisation du territoire.

Projet de territoire de Libercourt :

La Commune de Libercourt s'est engagée depuis quelques années dans une politique volontariste en matière de redynamisation de son centre urbain. Des aménagements ont déjà été réalisés, notamment pour accueillir un pôle multimodal aux abords de la gare, requalifier une partie du cavalier minier, valoriser les espaces verts ainsi que les zones de détente et de loisirs sur le territoire.

Grâce au présent dispositif ORT, la commune souhaite poursuivre les démarches de revitalisation du centre-ville ; de création de lieux de vie locaux à vocation culturelle et associative ; ses actions en matière de transition écologique. La requalification de friches industrielles et la maîtrise foncière seront au cœur du projet de revitalisation de la Commune de Libercourt.

Quant au volet habitat, la commune a intégré l'extension du permis de louer et a déployé le PIG. En complément, une étude pré-opérationnelle d'OPAH RU aura lieu sur la commune ainsi qu'une réflexion sur le bien vieillir. Concernant la stratégie commerciale, la priorité sera à la redynamisation des marchés non sédentaires, la restructuration de locaux commerciaux et le développement de l'économie sociale et solidaire.

Le développement et la sécurisation des modes doux de déplacement seront également structurant pour la redynamisation du centre urbain.

De plus, les espaces naturels de la commune seront valorisés dans une démarche de renaturation et de déminéralisation des espaces urbanisés. Enfin les efforts se porteront sur la rénovation du patrimoine de la commune corrélativement aux enjeux environnementaux.

Article 3 – Les orientations stratégiques

La présente convention fixe les 5 orientations stratégiques :

Axe 1 : Engager la reconquête de l'habitat pour développer une offre attractive en centre- ville

Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Axe 3 : Valoriser les formes urbaines, les patrimoines et le cadre de vie

Axe 4 : Favoriser le bien-vivre en centre-ville et conforter les services au public

Axe 5 : Qualifier le cadre de vie en engageant la transition énergétique et en renouvelant les mobilités

• **Axe 1** : Engager la reconquête de l'habitat pour développer une offre attractive en centre- ville

Objectifs :

- Respecter les objectifs de zéro artificialisation nette en accompagnant les projets de renouvellement urbain.
- Favoriser une mixité sociale, résidentielle et intergénérationnelle
- Lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique des logements
- Lutter contre la vacance des logements



- Innover dans le portage des projets urbains complexes (portage publics-privé, éco-quartier, ...)
- Engager la sobriété foncière pour préserver nos ressources naturelles et la biodiversité

• **Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré**

Objectifs :

- Redynamiser et développer l'animation commerciale
- Favoriser l'installation de porteurs de projets en centre-ville et développer le commerce de proximité
- Augmenter et développer l'offre de services et conforter leur accessibilité pour les habitants
- Intégrer de nouveaux modèles économiques (ESS, économie circulaire, circuits courts, emplois verts)
- Accompagner les commerces et les entreprises dans la transition numérique et dans l'adaptation à de nouveaux modes de consommation

• **Axe 3 : Valoriser les formes urbaines, les patrimoines et le cadre de vie**

Objectifs :

- Intégrer la nature en ville et reconquérir les paysages
- Favoriser et rénover les bâtiments d'intérêt patrimonial
- Valoriser le patrimoine culturel, naturel, et immatériel
- Préserver la richesse écologique de notre territoire

• **Axe 4 : Favoriser le bien-vivre en centre-ville et conforter les services au public**

Objectifs :

- Renforcer les centralités
- Structurer des politiques publiques innovantes en matière de lutte contre les vulnérabilités et les inégalités
- Mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire au service de la prévention et de l'accès aux soins
- Favoriser l'accès au sport et à la culture pour tous
- Favoriser l'éducation à l'environnement et à notre patrimoine local auprès de tous les habitants

• **Axe 5 : Qualifier le cadre de vie en engageant la transition énergétique et en renouvelant les mobilités**

Objectifs :

- Développer la fréquentation du centre-ville et du pôle gare pour tous les publics (stationnement, parcours, temps de trajet)
- Favoriser l'intermodalité et les modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.
- Développer et sécuriser les modes de déplacements doux (itinéraires piétons et vélos)
- Optimiser le stationnement en ville.
- Lutter efficacement contre toutes les formes de pollution et initier la transition énergétique sur le territoire

Le diagnostic et le projet de territoire détaillés sont annexés à la convention.

En cas d'évolution des orientations ou objectifs en cours de programme, elles seront validées par le comité de pilotage, et feront l'objet d'un avenant à la présente convention. L'évolution des actions ne fait pas l'objet d'avenant (point suivant).

Article 4 – Le plan d'action de la ville de Libercourt

Le plan d'action est la traduction opérationnelle du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux. Ce document évolutif consiste en la compilation des fiches actions validées, et éventuellement de la liste des projets en maturation ; il est transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi.

Les évolutions du plan d'action sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'avenant de la présente convention.

• **Axe 1 : Engager la reconquête de l'habitat pour développer une offre attractive en centre- ville**

Présentation générale du plan d'actions

| | |
|----------------------------------|---|
| Axe 1 | |
| Actions en cours et à poursuivre | Déploiement du permis de louer |
| | Déploiement du PIG |
| | Constructions Résidence de la paix |
| | Constructions Cité des ateliers |
| | Construction de logements intermédiaires au Pôle Gare |
| Action projetées | Etude préalable d'OPAH-RU* |
| | Accompagnement des bailleurs à la rénovation des logements sociaux* |
| | Reconversion des friches en habitat |



| | | |
|----------------------|----|---|
| Actions réflexion | en | Village famille * |
| | | Bien-vieillir en centre-ville* |
| | | Favoriser la primo-accession* |
| | | Mise en place d'un observatoire de la vacance immobilière*. |

*Action faisant l'objet d'une fiche action.

• Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Présentation générale du plan d'actions

| | |
|----------------------------------|--|
| Axe 2 | |
| Actions en cours et à poursuivre | Redynamisation du commerce non sédentaire* |
| | Prospecter et accompagner les porteurs de projets et investisseurs publics et privés |
| | Aménagement de cellules commerciales* |
| Action projetées | Marché itinérant de producteurs locaux* |
| | Développement du commerce local |
| | Développer l'épicerie sociale et solidaire* |
| | Participation à Mon Centre Bourg a un Incroyable Commerce* |
| Actions en réflexion | Adopter une charte des devantures commerciales* |
| | Accompagner l'association des commerçants |

*Action faisant l'objet d'une fiche action.

• Axe 3 : Valoriser les formes urbaines, les patrimoines et le cadre de vie

Présentation générale du plan d'actions

| | |
|----------------------------------|---|
| Axe 3 | |
| Actions en cours et à poursuivre | Valorisation des espaces fleuris, boisés, de la faune et de la flore |
| | Poursuivre la requalification de l'ancien cavalier minier* |
| | Développer la vidéo protection pour assurer la sécurité des biens et des personnes* |
| Action projetées | Aménagement paysager du cimetière* |



| | | |
|-------------------|----|--|
| | | Aménager des jardins publics et développer les liaisons douces* |
| | | Application de la charte paysagère dans les projets d'aménagement* |
| | | Etude Rénovation de l'Eglise NDL* |
| Actions réflexion | en | Végétaliser le centre-ville* |
| | | Permis de végétaliser* |

*Action faisant l'objet d'une fiche action.

• Axe 4 : Favoriser le bien-vivre en centre-ville et conforter les services publics

Présentation générale du plan d'actions

| | | |
|----------------------------------|----|---|
| Axe 4 | | |
| Actions en cours et à poursuivre | | Aménagement d'un lieu de culture, de vie et d'échange* |
| | | Aménagement d'une maison des associations/ tiers lieux * |
| | | Évènements festifs * |
| Action projetées | | Redonner un rôle de centralité au cœur de ville* |
| | | Accompagner la réussite éducative des plus jeunes* |
| | | Aménagement de la Friche Loyez* |
| Actions réflexion | en | Développement de plateformes coopératives et du numérique * |
| | | Accompagner identifier les professionnels de santé |

*Action faisant l'objet d'une fiche action.

• Axe 5 : Qualifier le cadre de vie en engageant la transition énergétique et en renouvelant les mobilités

Présentation générale du plan d'actions

| | |
|----------------------------------|---|
| | |
| Actions en cours et à poursuivre | Développer et sécuriser les modes actifs de déplacement* |
| | Réaliser des économies d'énergie* |
| Action projetées | Etude globale sur la signalétique* |
| | Création de nouveaux parcs de stationnements dans le centre-ville |



| | | |
|----------------------|----|---|
| | | Création d'une aire de covoiturage* |
| Actions réflexion | en | Réaménagement paysager des entrées de ville * |

*Action faisant l'objet d'une fiche action.

4.1 Les actions

Les actions du programme Petites villes de demain sont décrites dans des fiches action reprises en annexe 3 ; elles ont vocation à alimenter directement le plan d'action du CRTE du territoire concerné.

L'inscription formelle des actions dans le programme PVD est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Les actions prêtes, validées en comité de projet PVD, sont adressées à chacun des financeurs appelés à se prononcer dans leurs propres instances décisionnelles.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT.

4.3. Projets en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents peuvent être listés en annexe du plan d'action. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés au plan d'action, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Article 5 – Modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, Caisse des Dépôts et Consignations , le Cerema, l'Ademe...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements



Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant cette convention, la Commune de Libercourt assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

La Commune de Libercourt, s'engage à désigner dans ses services un chef de projet PVD responsable de l'animation du programme et de son évaluation.

La Commune de Libercourt, s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

La Commune de Libercourt s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le Commune de Libercourt s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont elle est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, ...) et dans ses domaines d'expertise comme par exemple la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de sa direction de la Banque des Territoires, contribue à la mise en œuvre effective du Programme Petites Villes de Demain en mobilisant sur la période 2020-2026 les moyens visant notamment à :
 - Accompagner les villes et leur intercommunalité en matière de soutien méthodologique et d'ingénierie de projet, adaptés aux problématiques des petites centralités et répondant aux enjeux de redynamisation et d'attractivité. Ces moyens pourront prendre la forme de cofinancement d'une partie des postes de chefs de projet, de cofinancement d'études nécessaires pour élaborer et mener à bien le projet global de redynamisation, et de prise en charge d'assistances techniques destinées aux territoires rencontrant des difficultés particulières ;
 - Contribuer à l'expertise opérationnelle portant sur les montages dédiés à la mise en œuvre opérationnelle des investissements ou des solutions de portage d'actifs immobiliers aux côtés des acteurs économiques (la Caisse des Dépôts ne subventionne pas les investissements publics) ;
 - Financer sous forme de prêts, en particulier le Prêt Rénovation Urbaine Petites Villes de Demain, les opérations des personnes morales publiques ou privées situées dans les communes lauréates du programme et incluses dans le périmètre des Opérations de Revitalisation Territoriale (ORT).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les porteurs de projets publics comme privés ont, à travers le comité local de projet Petites Villes de Demain, une instance de proximité au sein de laquelle ils pourront faire examiner les possibilités de saisine de l'offre CDC Petites Villes de Demain de la Banque des Territoires selon les modalités qu'elle définit avec ses partenaires. »

- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs

immobiliers ;

- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

6.6. Engagements des autres opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engagent à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engagent à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.8. Maquette financière

La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre.

Elle est mise à jour au fil de l'eau et présentée au comité de projet. La maquette financière annuelle (consolidation au 31 décembre) est adressée chaque année en janvier au préfet de département ainsi qu'à la direction de programme PVD de l'ANCT. Pour la première année, la maquette financière annuelle est adressée à la direction de programme PVD de l'ANCT en même temps que la convention cadre.

| | Maître d'ouvrage | Nom de l'action | Maturité de l'action | Année d'engagement d'étude ou investissement | Montant de l'action approximatif (HT) |
|----------------------------------|--|--|----------------------|--|---------------------------------------|
| Axe 1 | Engager la reconquête de l'habitat pour développer une offre attractive en centre-ville | | | | |
| Action projetées | CAHC | Etude préalable d'OPAH-RU | Engagé | 2023 | 67 000 euros |
| | Commune | Accompagnement des bailleurs à la rénovation des logements sociaux | En réflexion | - | - |
| Actions en réflexion | Commune | Village famille | En projet | 2024 | - |
| | Commune | Bien-vieillir en centre-ville | En projet | - | - |
| | CAHC | Favoriser la primo-accession | En projet | - | - |
| | CAHC | Mise en place d'un observatoire de la vacance immobilière | En projet | 2023 | - |
| Axe 2 | Favoriser un développement économique et commercial équilibré | | | | |
| Actions en cours et à poursuivre | Commune | Redynamisation du commerce non sédentaire | Engagé | 2023 | - |
| | Commune | Aménagement de cellules commerciales | En projet | 2023 | 150 000 |
| Action projetées | CAHC | Marché itinérant de producteurs locaux | En réflexion | 2024 | 50 000 |
| | Commune | Développer l'épicerie sociale et solidaire | Engagé | 2023 | - |
| | Commune | Participation à Mon Centre Bourg a un Incroyable Commerce | En réflexion | 2023 | 20 000 |
| Actions en réflexion | Commune | Adopter une charte des devantures commerciales | En réflexion | 2024-2025 | - |

| Axe 3 Valoriser les formes urbaines, les patrimoines et le cadre de vie | | | | | |
|---|---------|--|--------------|-------------------------|--------------|
| Action en cours et à poursuivre | Commune | Poursuivre la requalification de l'ancien cavalier minier | En réflexion | 2024 | - |
| | Commune | Développer la vidéo protection pour assurer la sécurité des biens et des personnes | Engagé | 2023 | 350 295 |
| Action projetées | Commune | Aménagement paysager du cimetière | Engagé | 2023 | 453 600 |
| | Commune | Aménager des jardins publics et développer les liaisons douces | En projet | 2023 – 2026 MOE 2023 | 359 050 |
| | Commune | Etude Rénovation de l'Eglise NDL | En projet | 2025 | 100 000 |
| Actions en réflexion | CAHC | Végétaliser le centre-ville | En projet | 2023 | 30 000 |
| | CAHC | Permis de végétaliser | En projet | 2023 | 5 000 |
| Axe 4 Favoriser le bien-vivre en centre-ville et conforter les services publics | | | | | |
| Actions en cours et à poursuivre | Commune | Aménagement d'un lieu de culture, de vie et d'échange | Engagé | 2023-2024 | 5 960 454.14 |
| | Commune | Aménagement d'une maison des associations/ tiers lieux | En projet | 2025 | 292 733.86 |
| | Commune | Évènements festifs | Engagé | Tout au long de l'ORT | - |
| Action projetées | Commune | Redonner un rôle de centralité au cœur de ville | En projet | 2024 | 8 839 800 |
| | Commune | Accompagner la réussite éducative des plus jeunes | Engagé | 2023 | 66 000 |
| | Commune | Aménagement de la Friche Loyez | En projet | 2026 Moe 2023 | 5 964 682 |

| Axe 5 | Qualifier le cadre de vie en engageant la transition énergétique et en renouvelant les mobilités | | | | |
|----------------------------------|--|---|--------------|--|---------------------|
| Actions en cours et à poursuivre | Commune | Développer et sécuriser les modes actifs de déplacement | En projet | 2023-2024 | 300 000 |
| | Commune | Réaliser des économies d'énergie | Engagé | 2022-2026 Etude production énergie 2023 | 1 386 656.50 |
| Action projetées | Commune | Etude globale sur la signalétique | En réflexion | 2023 | - |
| | Commune | Création d'une aire de covoiturage | En projet | 2025 | - |
| Actions en réflexion | Commune | Réaménagement paysager des entrées de ville | En projet | 2025 Moe 2023 Entrées + liaisons douces | - |
| Montant total (HT) : | | | | | 24 395 271.50 euros |

Article 7 – Gouvernance du programme Petites villes de demain

Pour assurer la coordination et la réalisation des différentes actions, les collectivités (villes et intercommunalité) s'engagent à mettre en œuvre l'organisation décrite ci-après :

- **Le comité de projet** : permet de faire le point sur l'avancement de chaque commune avec les services de l'Etat et les différents partenaires du programme 1 à 3 fois par an.
- Les **comités techniques** et les **comités de pilotage communaux** : permettent le suivi et la validation des projets au niveau local.
- **Les comités techniques et de pilotage intercommunaux** : Le Cotech intercommunal permet de préparer le Copil intercommunal entre la commune et l'EPCI. Le Copil intercommunal supervise les bilans annuels. Il se réunit de façon formelle à minima trois fois par an, à la suite des comités de projet Petites Villes de Demain mais ses membres sont en contact permanent pour garantir la bonne dynamique de l'ORT.

L'OPAH-RU fait l'objet d'un comité de pilotage intercommunal dédié. Cette dernière dispose d'un référentiel de critères de suivi et d'évaluation repris en convention contractualisée avec l'ANAH.

Le projet est suivi par un chef de projet employé par la commune. Il s'appuie sur les services municipaux, les services de l'EPCI (services techniques, service environnement, service développement économique, maison de services public), et les partenaires publics (Département de service de l'État...),

Il a pour mission de réunir le comité de pilotage, de fixer l'ordre du jour pour assurer le suivi des actions menées et leur cohérence par rapport à la stratégie globale de redynamisation du centre-ville de Libercourt

Il a pour mission de réunir le comité technique en fonction des besoins,



Les fiches-actions successives seront proposées par le comité de pilotage communal puis intégrées par avenant à la convention, constituant ainsi la convention détaillée, validées par l'animation intercommunale. A tout moment les membres signataires peuvent soumettre une action supplémentaire au plan d'action initial, qui après analyse de sa cohérence et de sa contribution au projet global de revitalisation, pourra alors être annexée à la convention-cadre.

L'avancement du programme fera l'objet d'une communication régulière sur les différents canaux d'information utilisés par l'EPCI (facebook, journal communautaire) et ceux utilisés par la ville de Libercourt.

Article 8 - Suivi et évaluation du programme

Un tableau de bord de suivi du programme est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour par le chef de projet PVD. Il est examiné par les services de l'Etat en comité de projet et présenté en synthèse aux différents Copils.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du programme, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation du programme national PVD.

Le suivi évaluation du plan d'action en faveur de la revitalisation du centre-ville s'inscrit dans la dynamique de gouvernance adoptée en convention cadre et dans la présente convention opérationnelle. Les conventions d'ORT doivent faire l'objet d'une publication administrative dès leur adoption.

Les principaux critères proposés pour l'évaluation sont :

- L'approche quantitative des opérations réalisées (ex. nombre de logements, logements locatifs créés ou réhabilités, nombre de cellules commerciales créées ou réhabilitées, ...)
- La dimension qualitative des opérations réalisées
- L'efficacité des actions d'accompagnement prévues dans le cadre de la convention ORT
- La capacité de mobilisation des acteurs autour du projet de revitalisation, via le dispositif d'animation.

La grille d'indicateurs sera affinée au fur et à mesure du processus.

Article 9 - Résultats attendus du programme

Les résultats seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action.

Les objectifs détaillés et les indicateurs propres à chaque action sont précisés dans chaque fiche action en annexe 3.

Article 10 – Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de



communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne);
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à avril 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

Article 12 – Evolution et mise à jour du programme

Le programme est évolutif. Le corps de la convention et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du programme et après avis du comité de projet. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou de l'intitulé des orientations, de leurs objectifs et indicateurs.

Article 13 - Résiliation du programme

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin à la présente convention.

Article 14 – Traitement des litiges

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.



A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Lille à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction du Tribunal administratif de Lille.

Signé à Libercourt le 18 janvier 2023

| Commune de Libercourt |
|-----------------------------|
| |
| Daniel MACIEJASZ |

| Communauté d'agglomération Hénin-Carvin |
|---|
| |
| Christophe PILCH |

| Etat |
|--------------------------------|
| |
| Jean-François RAFFY |

| ANAH |
|--------------------------------|
| |
| Jean-François RAFFY |

| Artois Mobilités |
|----------------------------|
| |
| Laurent DUPORGE |

| Pas-de-Calais Habitat |
|------------------------------|
| |
| Bruno FONTALIRAND |

| Caisse des dépôts et Consignations |
|------------------------------------|
| |
| Sandrine BONNOT |

| Etablissement public foncier |
|------------------------------|
| |
| Catherine BARDY |

| SIA Habitat |
|----------------------------|
| |
| Marie CORNILLON |



Sommaire des annexes

Annexe 1 – Diagnostic de territoire et orientations stratégiques

Annexe 2 –Périmètres des secteurs d'intervention des ORT

Annexe 3 – Fiches actions

Annexe 4 – Maquette financière